

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 111, Décembre 2013

A la recherche d'un débouché politique

Les thèses d'ATTAC ne sont plus contestées, mais aucune mesure politique ne vise à les mettre en œuvre, déplore Thomas Coutrot, porte-parole d'Attac : « ce qui est extraordinaire, et qui ne peut pas durer, c'est le décalage entre la victoire idéologique et l'absence totale de mesures réelles pour détrôner la finance et lui retirer son pouvoir de nuisance et de coercition sur la société. C'est une situation explosive sur le plan politique puisque le décalage est trop grand entre les discours et les actes des politiques ».

De la même façon, l'opinion est de plus en plus consciente des dangers écologiques, mais l'environnement n'est jamais vraiment entré en politique. En matière d'environnement, les effets de nos actes sont distants dans le temps et dans l'espace, ils échappent à notre perception. Tous les problèmes globaux d'environnement sont abstraits, inaccessibles à nos sens. Nos institutions, fondées sur des élections à rythme rapproché, ne peuvent faire face aux enjeux écologiques. On affiche des critères de durabilité forte, mais en réalité, c'est la durabilité faible (le court terme) qui l'emporte à peu près systématiquement. Nos gouvernements se prévalent de l'une pour faire l'autre (*Dominique Bourg, Le Monde, 10 décembre*).

Dans la mouvance écologique, l'accent est souvent mis sur les actions et les initiatives individuelles. Et il est vrai que la menace écologique imposera tôt ou tard des modifications importantes de notre mode de consommation. Déjà, les comportements changent. « De nouveaux modes de consommation s'installent : les achats d'occasion, les comportements collaboratifs, le repli sur la famille et le cocooning... », constatait *Le Monde* dans un article récent. Offrir des cadeaux d'occasion à Noël deviendrait même « tendance » ! Il est donc important que des pionniers défrichent la voie à suivre, démontrent la faisabilité de leurs utopies, montrent l'exemple. Mais si nécessaire qu'elle soit, l'action cumulée de ces pionniers ne changera pas en profondeur notre monde (sauf à attendre l'échéance, forcément lointaine, où ils deviendront une immense majorité). Dans la plupart des domaines, en effet, urbanisme, transports, infrastructures, recherche,..., les choix sont collectifs, politiques.

Il y a donc une impatience légitime des citoyens à ce que leurs aspirations trouvent un débouché politique. Et on voit ici ou là un bouillonnement, une floraison d'initiatives. Le vent serait-il en train de tourner ?

Au sein du Front de gauche, quatre formations (la Fase, Les Alternatifs, Convergence & alternatives, et la Gauche anticapitaliste) fusionnent sous un nouveau label « (Ensemble, mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire » (*Politis, 28 novembre*).

A l'inverse, Pierre Larrourou, qui a coécrit avec Michel Rocard « *La gauche n'a plus droit à l'erreur* » (*Flammarion, janvier 2013, cf notes de lecture 18*), et qui a été adhérent des Verts puis du PS, vient de lancer le mouvement Nouvelle Donne, avec, parmi les autres fondateurs, Dominique Méda, Susan George, Jean Gadrey, Patrick Pelloux, Cynthia Fleury, Bruno Gaccio... Nouvelle Donne veut « montrer qu'on peut sortir de la crise et changer l'Europe. Pour cela, il faut déconstruire le mythe de la croissance. Le levier le plus puissant pour créer rapidement un million d'emplois, c'est la réduction du temps de travail ». Nouvelle Donne présentera des candidats aux élections européennes.

« La croyance dans la nécessité et l'inéluctabilité de la croissance s'effrite, y compris en haut lieu », écrit Jean Gadrey (*Politis, 5 décembre*). Il faut « satisfaire les besoins des populations en visant non plus des gains de productivité, mais des gains de durabilité et de qualité des biens et des services produits », ajoute Dominique Méda (*Le Monde, 26 novembre*).

« Ce qui est frappant, et parfois désespérant, commente Denis Sieffert (*Politis, 5 décembre*), ce n'est pas l'absence d'idées, ni de solutions –elles existent, généralement enfouies dans d'absconses résolutions de congrès-, c'est le manque d'articulation avec les forces politiques existantes. Les intellectuels regroupés autour de Pierre Larrourou ne remplaceront pas le Front de gauche, ni même les Verts. Il n'est pas souhaitable qu'ils leur fassent concurrence ».

« Engager et accélérer la transition sociale et écologique suppose d'abord de s'appuyer sur les milliers de luttes et d'initiatives émanant de la société civile, pas d'attendre les lendemains électoraux qui chantent, même si les changements politiques sont nécessaires. Le cadre proposé, tant au plan national qu'europpéen, ne saurait être seulement un cartel d'organisations du mouvement social, il doit être surtout la rencontre de ces luttes et de ces initiatives, pour construire leur dialogue, entre elles et avec les partis politiques engagés en soutien », conclut Thomas Coutrot (*Lignes d'Attac, novembre 2013*).

Bonnes nouvelles

Le peuple ukrainien veut se rapprocher de l'Europe. L'Union européenne, malgré toutes ses difficultés, conserve sa capacité d'attraction. Les Ukrainiens ont compris que leur « révolution orange » de 2004 n'avait été qu'un leurre, financé par les Etats-Unis et quelques milliardaires du pays. Ils veulent se débarrasser de la corruption et de la nomenklatura. Ils se soulèvent contre le diktat du Kremlin, qui met son veto au rapprochement de l'Ukraine et de l'Union européenne, en mettant dans la balance le poids de la dette, l'approvisionnement en gaz, le retrait de tous les capitaux russes et le risque de soulèvement de la partie russophone de l'est du pays (*Politis, 5 décembre*).

La Serbie veut intégrer l'Union européenne. Pour convaincre qu'elle a changé, elle a signé en avril un accord avec le Kosovo, sous l'égide de Bruxelles, sur l'épineuse question de la partie nord du Kosovo, à majorité serbe, et elle a incité les Serbes du Kosovo à participer aux élections municipales de novembre (*Le Monde, 15 novembre*).

L'excédent allemand dénoncé par la Commission européenne. L'Union européenne ne sera viable que si les déséquilibres en son sein sont progressivement gommés. C'est pourquoi, en plus de la règle des déficits publics maximum (3 %), a été instituée une règle des 6 % commerciaux maximum. En effet, tout excédent commercial durable et important se traduit par des déficits symétriques chez les partenaires commerciaux et par un accroissement insoutenable des dettes. L'excédent allemand est aujourd'hui le plus élevé du monde, devant celui de la Chine. Un pays qui comprime sa demande gagne des points au détriment des autres. C'est pourquoi le fait que la Commission dénonce cet excédent est une bonne nouvelle (même si elle ne fait qu'appliquer la règle, et même si on peut douter que la Commission mette vraiment la pression sur l'Allemagne. Car les oligarchies européennes veulent –au nom de la compétitivité, notamment face à l'Allemagne- raboter au maximum le niveau des salaires et des protections sociales...) (*Thomas Coutrot, Politis, 21 novembre*) [*La situation faite à la Grèce, où on supprime des emplois de médecins dans les dispensaires, est une horreur*]

Salaires minimum en Allemagne. L'accord de gouvernement conclu entre la CDU-CSU et le SPD prévoit un salaire minimum interprofessionnel, à 8,50 €, à partir de 2015. Par ailleurs, le SPD a obtenu le droit de partir à la retraite à 63 ans, au lieu de 67, pour les travailleurs ayant cotisé 45 années (*Politis, 5 décembre, qui souligne cependant le paradoxe de la situation : le SPD va s'allier aux conservateurs alors qu'une majorité de gauche, SPD-Verts-die Linke- existe au Bundestag. Le SPD accepte la perspective de s'allier à die Linke, mais seulement à partir des prochaines élections législatives...*).

« Remise à plat » de la fiscalité. Notre fiscalité est à la fois injuste et inefficace et mine le consentement à l'impôt. L'impôt sur le revenu est de moins en moins progressif. Le taux marginal d'imposition sur le revenu était à 65 % en 1986, il est tombé à 40 % en 2010. L'instauration d'une tranche supplémentaire à 45 % est loin d'établir la progressivité souhaitable. L'impôt sur les sociétés a baissé jusqu'à un niveau théorique de 33 %, il est en fait bien plus faible en raison de nombreuses dérogations ; le taux d'imposition des entreprises du CAC 40 est en moyenne à 8 %... Les pertes de recettes dues aux niches fiscales s'élèvent à 150 milliards d'euros.

L'annonce de la remise à plat de la fiscalité par le premier ministre est donc une bonne nouvelle.

Quel doit être le niveau des prélèvements obligatoires ?

La plupart des citoyens ignorent que, sous la pression des libéraux, le total des recettes publiques a très fortement baissé depuis les années 1980 (où il représentait 22 % du PIB) jusqu'en 2009 (15,3 % du PIB, plancher historique), pour remonter un peu depuis cette date (16,8 % du PIB en 2012). Les baisses les plus fortes (celles des années 2000-2009), ont pour l'essentiel profité aux 10 % les plus riches. Il ne faut donc pas s'étonner qu'une nette majorité de gens ne les aient pas à l'esprit... (*Jean Gadrey, le Monde diplomatique, décembre*).

Le patronat et la droite militent pour la baisse des prélèvements obligatoires, le premier ministre a indiqué vouloir une réforme à prélèvement constant. Or le niveau des prélèvements obligatoires indique simplement ce que la société décide de socialiser. Si, comme aux Etats-Unis, nous décidions que la santé doit être essentiellement privatisée, le niveau des prélèvements obligatoires baisserait fortement, mais cela ne signifierait pas que les dépenses de santé auraient baissé. Elles seraient simplement passées dans le budget privé des ménages, et, de plus, augmenteraient par rapport à aujourd'hui. Vouloir baisser le niveau des prélèvements obligatoires, c'est adopter le présupposé libéral qui fait, par doctrine, de la dépense publique une mauvaise chose. Une augmentation des prélèvements sociaux et fiscaux peut s'avérer nécessaire si elle contribue à l'efficacité économique, à la justice sociale et aux nécessités de la transition écologique.

Le principe qui doit orienter la remise à plat de la fiscalité, c'est la justice fiscale. Il faut rétablir la **progressivité** de l'ensemble des prélèvements fiscaux : réduire le poids relatif des impôts indirects- TVA et TIPP ; augmenter la part des impôts progressifs (l'impôt de solidarité sur la fortune et l'impôt sur le revenu) (*Vincent Drezet, Pierre Khalifa, Christiane Marty, Le Monde, 3 décembre*).

Corruption et fraude fiscale : le combat avance. La loi adoptée en novembre durcit sérieusement la répression contre les délinquants en col blanc. Le délai de prescription pour fraude fiscale passe de 3 à 6 ans. Les sanctions seront plus sévères. Un parquet financier national autonome est créé. Les lanceurs d'alerte seront mieux protégés. La désignation de juges d'instruction indépendants devrait être facilitée. Mais le *verrou de Bercy* reste bien en place : sans plainte de l'administration fiscale de Bercy, la justice ne pourra toujours pas poursuivre un délit de fraude. L'administration fiscale cherche à faire rentrer des recettes plutôt qu'à rendre la justice. Elle est donc par nature plus encline à passer des accords discrets qu'à révéler des infractions et imposer des sanctions publiques et exemplaires (*Alternatives économiques, décembre*).

... et aussi : la France essaie de prévenir un génocide en Centrafrique, le général Sonogo arrêté au Mali, le recul du chômage des jeunes en France grâce aux emplois aidés, le PDG de PSA contraint à renoncer à sa retraite chapeau.

Climat. Les émissions de CO₂ atteignent un nouveau record. La courbe des émissions s'installe au-dessus du pire scénario imaginé par les experts.

Les Etats-Unis se sont rués sur le gaz de schiste (les grandes compagnies pétrolières, qui ont succombé à l'appât du gain, y ont englouti des sommes folles... mais maintenant la fête est finie, le prix très bas de cet hydrocarbure rend peu rentables certains bassins...).

Les négociations de Varsovie sur le changement climatique se sont terminées sur une quasi-impasse.

Les pays en développement sont devenus le premier foyer des émissions de gaz à effet de serre (la seule Chine est à l'origine de 27 % des émissions mondiales). Ils se disent prêts à prendre en charge leur part d'efforts de réduction, mais ils exigent que les pays industrialisés n'éludent pas leur responsabilité historique. Or, les pays industrialisés ont soit fait marche arrière sur leurs engagements de réduction d'émissions –l'Australie, le Japon-, soit joué le statu quo –les Etats-Unis-, soit tenu des discours volontaristes sans être en mesure de les traduire par des actes –l'Union européenne.

Les choses se présentent donc au plus mal pour la prochaine conférence, qui se tiendra en 2015 à Paris.

Sciences

Comment en est-on venu à la sélection par les maths ? Il faut remonter à la Révolution française. 1794, création des écoles Polytechnique, Normale et des Arts et Métiers. « *L'idée est de juger les gens avec un thermomètre neutre, explique Jean Dhombre, historien des mathématiques. De ne plus les classer en fonction de leur naissance ou de leur habileté à manier l'épée, mais sur leur capacité à maîtriser les maths* ». L'usage des maths comme principe d'évaluation égalitaire connaît un formidable succès après la Seconde guerre mondiale : « *Pendant l'Occupation, toutes les élites avaient flanché et soutenu Pétain. On se demande alors : comment choisir à l'avenir des élites qui ne commettent pas les mêmes erreurs ? Avec les maths !* » (Télérama, 4 décembre).

Qu'est-ce qu'un bon économiste ? **Thomas Piketty** : « pour moi, il n'y a pas de « science économique ». Je me vois comme un chercheur en sciences sociales. Les frontières entre économie, sociologie, histoire, etc. ne sont pas claires, ni dans les objets ni dans les méthodes. Les économistes ont fait fausse route à vouloir se définir par des méthodes différentes et à revendiquer une scientificité censée être supérieure à celle des autres sciences sociales. C'est une véritable imposture. La théorie et les mathématiques sont utiles à condition de les utiliser avec parcimonie. Il faut que le ratio entre la quantité de faits proposés et la quantité de théorie soit largement en faveur des premiers, alors que la profession a tendance à faire exactement le contraire. C'est se donner une apparence de scientificité à peu de frais et c'est une calamité pour la formation des économistes. Les questions économiques sont trop importantes pour être laissées aux seuls économistes. » (Alternatives économiques, octobre).

Biens de subsistance, biens de prestige. Pour l'anthropologue **Philippe Descola**, il faut se rappeler que le fonctionnement économique fondé sur le contrôle du capital productif par de petits groupes de détenteurs n'est pas le seul modèle disponible. Les cultures de la côte nord-ouest du Pacifique distinguent les biens de subsistance (nourriture, vêtements, maison), et les biens de prestige, qui servent à marquer la position sociale. Ces biens de prestige font l'objet de stratégies d'accumulation et de compétitions parfois fort vives, mais ils circulent le plus souvent dans des circuits distincts de celui des biens de subsistance. Dans ces cultures, si le désir de distinction, de hiérarchie, de compétition sociale est d'une violence extrême, il n'aboutit jamais à ce que des gens se trouvent réduits à mourir de faim. L'accumulation des biens de subsistance entre les mains de quelques-uns paraît inimaginable, contraire au flux de la vie, tout simplement (Le Monde, 5 décembre). [Et pour commencer, ne faudrait-il pas soustraire les biens publics mondiaux au contrôle du capital pour les placer sous le contrôle de la démocratie ?]

Le cerveau est préorganisé pour la lecture. **Stanislas Dehaene** (professeur au Collège de France) : « Nous avons identifié la « boîte aux lettres » du cerveau, qui traite la forme visuelle des mots dans toutes les langues du monde. Pour lire, nous recyclons des neurones qui, chez les illettrés, répondent aux visages et aux objets naturels. Or les neurones de ces aires répondent à l'identique à un profil de visage vu de gauche ou vu de droite, car ils ont évolué dans un environnement où ces profils symétriques représentent le même objet. Au fil de notre apprentissage de la lecture, notre boîte à lettres cérébrale doit désapprendre cette invariance en miroir. C'est ainsi que nous distinguons un *p* d'un *q*, alors qu'une personne illettrée les confond. Cela n'a rien à voir avec la dyslexie : c'est une propriété universelle du cerveau, qui contraint l'apprentissage de la lecture.

De nombreux collègues ont découvert que toute une série d'aires cérébrales s'intéressent à la pensée d'autrui –traitant aussi notre propre pensée. Il existerait un précurseur de ce système chez le macaque. Mais seule l'espèce humaine semble capable **de se représenter les croyances d'autrui** quand elles diffèrent des siennes ; « vous pensez quelque chose, mais je pense le contraire »... (Science & Médecine, fascicule hebdomadaire du Monde, toujours passionnant, 4 décembre).

Réflexions à propos du racisme

Marie Darrieusecq : La seule vraie menace est cette peur de se dissoudre, d'être avalé, que le blanc se dilue dans le noir (...). L'humain du futur sera beige foncé avec des cheveux bruns. La France, le monde, se métisseront. Et la Suède persévéra avec la France, le Maroc ou les Philippines, par les langues et les paysages, la forme des fleuves et des mots, les climats, les usages, les savoir-faire, les mythes. Le remplacement des peuples est un fantasme ridicule. Des peuples ont disparu, oui : les Lutrawita de Tasmanie, certains Indiens d'Amérique, et presque tous les Héréros de Namibie. Disparus après des génocides motivés précisément par la passion forcenée de la division, la manie de la domination vue comme un sens et une fin (Le Monde, 17-18 novembre).

Patrick Chamoiseau : ... L'invention du « nègre-animal » vient avec le développement industriel de la traite des Nègres (...). La traite atlantique a ouvert, pour tous les Nègres du monde, une damnation quasi ontologique, qui allait marquer au fer rouge toute la conscience occidentale, et que bien des générations vont intérioriser. C'est pourquoi je refuse que l'on assimile l'esclavage de type américain aux esclavages antiques, ou même contemporains. L'esclavage antique, tout comme ceux de maintenant, sont des sortes de statut plus ou moins réversibles ; l'esclavage américain, c'est l'animalisation définitive de tout un phénotype. Dans le monde entier, sous influence occidentale, le phénotype nègre est aujourd'hui ce qu'il y a de plus déprécié(...).

Quand une république sacralise des mots comme « Liberté, Egalité, Fraternité », cela ne signifie pas que leurs contraires ont disparu, mais qu'ils sont bien dangereusement présents, à tout moment, et qu'il nous faut être vigilants (...).

Il ne faut pas se laisser aveugler par ces manifestations de bêtise et de hargne. Plus elles sont virulentes, plus elles sont le signe qu'un mouvement contraire est en marche (*Le Monde*, 16 novembre).

Il y a dix ans dans CMM

« **La Chine.** Elle produit à l'heure actuelle 83 % des tracteurs, 75% des montres, 70% des jouets, 60% des vélos, 50 % des ordinateurs portables et des téléphones de la planète. En attendant mieux, puisque grâce à son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce, ses exportations promettent de bousculer à brève échéance le marché du textile. Ses importations, de leur côté, pèsent de plus en plus sur les cours du pétrole... Bien sûr, on ne compte pas les difficultés auxquelles celle-ci se heurte, à commencer par l'existence de dizaines de millions de paysans sans terre... » (*André Fontaine, Le Monde*, 9 décembre).

La Chine a évalué son potentiel éolien à 250 000 MW. Le groupe allemand Vestas vient de conclure un important contrat avec la Chine. Un premier parc de 16 MW avec 12 éoliennes est en construction dans la région de Shandong. (*Silence novembre 2003*)

« Ces travailleurs chinois avaient eu la prétention de fonder un syndicat en Chine, premier crime, et un syndicat libre. On croit rêver. Où ont-ils la tête ? Ils l'ont en prison. Leurs peines s'étagent de deux à seize ans pour le plus coupable des huit (*Delfeil de Ton, Nouvel Observateur*, 6 novembre, qui dénonce aussi la condamnation à trois ans de prison d'un avocat chinois coupable d'avoir révélé à des journalistes l'expulsion de leurs logements d'un demi-millier de résidents de Shanghai). »

Courrier des lecteurs

B.R. Une petite précision concernant l'article "les prochaines élections européennes changeront-elles la donne?" : Les Verts Européens s'inscrivent effectivement dans la démarche d'avoir un projet commun et un chef de file pour les 27 pays de l'union. Ils se sont lancés dans une primaire pour désigner les deux chefs de file lors des élections européennes. Toute personne résidente de l'UE âgée de plus de 16 ans et qui soutient les valeurs, les objectifs et le travail du Parti Vert Européen peut participer une fois à la Primaire des Verts. Quatre personnes sont candidats (2 allemandes, 1 italienne et José Bové, qui n'est pas sûr d'être élu car cela peut être un doublon uniquement féminin).

Rien n'est donc décidé pour le moment. Plus d'infos ici : <https://www.greenprimary.eu/fr-splashPage.html>

Autre point qui m'étonne dans l'article "Le gouvernement des lobbies" : Je suis très étonné de l'opposition du gouvernement à la directive sur les taxations des transactions financières. Je n'en trouve pas la trace autre part. As-tu des infos complémentaires?

[*Dominique Plihon (Politis, 7 novembre), qui écrit : "le scénario du recul face aux lobbies se répète pour la TTF. La commission européenne, longtemps opposée à la taxe Tobin, a finalement proposé une directive sur la TTF. Onze pays membres de l'Union européenne – dont la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne- se sont portés volontaires pour appliquer cette directive dans le cadre d'une coopération renforcée. Or, en mai 2013, un an après son arrivée au pouvoir, le gouvernement socialiste trahit ses engagements en décidant de s'opposer à la directive européenne, jugée "excessive" par Pierre Moscovici. Récemment, Bercy a fait barrage à un amendement du rapporteur général du Budget, Christian Eckert, destiné à appliquer la TTF au trading à haute fréquence. (...) Reprenant l'argument des financiers, Bernard Cazeneuve, ministre du Budget, met en garde: la TTF réduira la liquidité des marchés financiers. Or, ce résultat est exactement celui recherché par les défenseurs de cette taxe !! Il est en effet impératif de réduire la taille des marchés financiers et de faire payer les spéculateurs. Le gouvernement français est devenu l'un des principaux opposants au projet européen de TTF, alors que l nouvelle coalition gouvernementale en Allemagne, entre la CSU et le SPD, a décidé de soutenir cette mesure." JPA]*

T.V revient sur l'édito du n° de novembre : « Et surtout, il faut changer notre regard sur l'immigration. L'immigration est une chance. Bien accueillir les immigrants, ce n'est pas qu'une question de morale, c'est aussi notre intérêt bien compris.

L'Union Européenne a annoncé son intention de renforcer son aide au développement au Sahel en consacrant 5 milliards d'euros entre 2014 et 2020 (*Politis, 7 novembre*). »

En 3 lignes on retrouve l'essentiel du problème de l'immigration, à savoir notre intérêt personnel avant la justice et la morale et des investissements de bonne conscience publique et retours d'ascenseur financier et politique, la plupart du temps inutiles parce qu'on ne veut pas se donner les moyens d'ingérer pour que cet argent serve à réellement développer les pays pauvres. Tout le monde sait que l'essentiel de ce fric est détourné et revient dans nos banques mais il y a trop d'intérêts financiers et politiques et pas assez d'intérêt humain pour s'en préoccuper.

L'immigration n'est pas une chance, elle est un drame pour des migrants qui avaient le droit de vivre dignement chez eux au milieu des leurs ; l'immigration est une injustice d'autant que c'est notre pillage qui le plus souvent a gardé ces pays dans une misère moyenâgeuse. La justice serait de partager les ressources et le travail entre tous, tellement il est vrai que nul n'est étranger sur cette terre et que chaque homme a les mêmes droits et les mêmes devoirs. Pour cela, ce n'est pas tant sur l'immigration qu'il faut changer notre regard, que sur l'organisation d'un monde qui doit se fonder sur la justice et la morale dans une gouvernance mondiale si on veut que nos arrière-petits-enfants puissent le continuer, ce qui semble de plus en plus improbable à la vitesse ou on le détruit.

[*Quand tu dis que l'immigration est un drame pour les migrants, tu as raison; bien sûr qu'il vaudrait mieux que tous ceux qui cherchent à migrer vivent dans un pays qui respecte les droits de l'homme, et où tous aient les moyens de vivre convenablement; mais faut-il, pour autant, que nous nous barricadions et refoulions tous ceux qui sont prêts à affronter de graves dangers, veulent vivre, tout simplement, et, au moins pour un temps, s'installer sur notre territoire ? c'était le sens de cet édit. JPA]*

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>, les numéros à partir de 90 (novembre 2011), ainsi que des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.